



Agence nationale de sécurité du médicament
et des produits de santé

VENDARGUES

Réaménagement RIE et bureaux Rdc

PGC

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Mars 2026

MAITRE D'OUVRAGE : ANSM

MAITRE D'OEUVRE : 3i ARCHITECTES

COORDONATEUR SPS : LESUEUR MEUNIER COORDINATION SAS

Révision n°	Date	Phase	Objet
00	12/03/2026	DCE	Création document
01	02/04/2026	DCE	MAJ avec diagnostics réglementaires

Table des matières

1. Renseignements administratifs généraux.....	4
1.1. Désignation de l'opération.....	4
1.2. Renseignements généraux.....	4
1.3. Renseignements administratifs.....	4
2. Mesures d'organisation générale.....	5
2.1. PRESTATIONS DHOL, METAH & SCALP	5
2.2. Description de l'ouvrage	7
2.3. Plan de situation et installation de chantier	9
2.4. Le phasage des travaux.....	10
2.5. Registres et affichages sur le chantier	10
2.6. Liste des entreprises.....	11
2.7. L'organisation du chantier	12
3. Mesures de coordination.....	18
3.1. Circulation horizontale et verticale dans le chantier	18
3.2. Manutention et engins de levage.....	19
3.3. Protections collectives - Protections individuelles	22
3.4. Formation	26
3.5. Travaux en atmosphère confinée ou toxique	27
3.6. Retrait de matériaux contenant de l'amiante / HAP	27
3.7. Prévention des maladies professionnelles.....	28
3.8. Sujétions liées à la prévention	30
4. Sujétions issues des contraintes extérieures	30
4.1. Description du site et de l'environnement	31
4.2. Hébergement.....	32
4.3. <i>Les activités sur le site et à proximité</i>	33
4.4. <i>L'environnement</i>	35
4.5. <i>Les réseaux</i>	37
5. Mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	38
6. Les secours.....	43
6.1. Organisation des secours.....	43
6.2. Déclaration des accidents.....	43
7. Dispositions générales applicables à tous les intervenants	44
7.1. Sous-traitance	44
7.2. Définition des personnes autorisées	44
7.3. Travailleurs indépendants	44
7.4. Travail intérimaire	44
7.5. Dispositions générales envers la main d'œuvre.....	44
7.6. Travailleur détaché en France – Détachement des salariés.....	44
7.7. Maîtrise de la langue française	45
7.8. Désignation d'un interlocuteur sécurité	45
7.9. Harmonisation des PPSPS	45
7.10. Rôle et autorité du coordonnateur SPS	45
7.11. Limites de mission du coordonnateur SPS	45
7.12. Le PPSPS.....	46
ANNEXE 1 – INSTALLATIONS OBLIGATOIRES DE CHANTIER	48
ANNEXE 2 – EXEMPLE DE PROTECTIONS COLLECTIVES	52
ANNEXE 3 – DHOL.....	53

Des liens hypertexte permettent tout au long du document des renvois vers les textes d'applications réglementaires. Une connexion internet est nécessaire pour accéder à ces liens.

Mission du Coordonnateur SPS

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son Décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le Décret 2003-68 du 24/01/2003.

Article R4532-43

Le plan général de coordination définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le PGC se base sur les principes généraux de prévention :

1. Eviter les risques.
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
3. Combattre les risques à la source.
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L122-49.
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Article L. 4532-6

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment ou de génie civil. »

Étant entendu que par présent Code il est fait référence au « Code du Travail ».

Article R4532-44

Le plan général de coordination est joint aux autres documents émis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Article R4532-60

L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu par le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants remet à ceux-ci :

- Un exemplaire du Plan général de coordination
- Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité

1. Renseignements administratifs généraux

1.1. Désignation de l'opération

Nom : Réaménagement RIE et bureaux Rdc
Adresse : ANSM, 635 rue de la garenne - 34740 VENDARGUES

Compte tenu des éléments en sa possession, le maître d'ouvrage a classé cette opération en **catégorie 2** au sens de l'article R4532-1 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

L'opération doit être déclarée 30 jours avant le début des travaux aux organismes de prévention (déclaration préalable) sauf en cas de chantier de niveau 3. Cette déclaration est réalisée par le Maître d'ouvrage. *Articles [R4532-2](#) à [R4532-3](#) du code du travail.*

1.2. Renseignements généraux

Déclaration préalable de travaux	Envoyé le
Permis de construire	N°

1.3. Renseignements administratifs

1.3.1. Services publics et concessionnaires

Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tel. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tel. Endom.
S	GAZ	-	GRDF DRSO DIEM OCCIMED CHEZ PROTYS P0449	27091	EVREUX CEDEX 9	0810300360		0247857444
S	ELEC HORS TBT	-	ENEDIS-DRLARO- MH Languedoc-Roussillon CHEZ PROTYS P0130	27091	EVREUX CEDEX 9	0181624701		0181624701
S	ELEC HORS TBT	MIX	MMM - DA2T-Eclairage DA2T-Eclairage	69134	DARDILLY CEDEX	0467154779		0467154779
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	ORANGE-K2 LANGUEDOC ROUSSILLON Service DICT	69134	DARDILLY CEDEX			0810300111
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	BOUYGUES TELECOM FIBRE (SPS) CHEZ PROTYS P0907	27091	EVREUX CEDEX 9			0146018782
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	ILIAD SERVICE DICT	75008	PARIS	173503164		173503164
NS	ASSAIN	-	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	69134	DARDILLY CEDEX	0499740279		0499740279
NS	ASSAIN	-	VEOLIA EAU HERAULT	69134	DARDILLY CEDEX			0969329328
NS	EAU	SOU	BRL Exploitation Garons	30128	GARONS	0466017267		0466709200
NS	EAU	-	Régie des eaux Montpellier 3M	69134	DARDILLY CEDEX	0411950629		0411950629
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	MMM SERVICE FIBRE-TELECOM	69134	DARDILLY CEDEX			0467134886
NS	FIBRES & ELEC TBT	MIX	SFR - COMPLETEL SFR - COMPLETEL	69134	DARDILLY CEDEX			0805052656

Mairie	Place de la Mairie 34740 Vendargues	Tél : 04 67 70 05 04
---------------	--	----------------------

1.3.2. Intervenants chantier

Maître d'ouvrage	ANSM - Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé 143/147 Boulevard Anatole France 93200 Saint-Denis Cedex	Ahmed KHEZZANE Didier LEURIDAN	Tél : 01 55 87 30 95 ahmed.khezzane@ansm.sante.fr Tél : 01 55 87 30 55 didier.leuridan@ansm.sante.fr
Maître d'œuvre	3i ARCHITECTES SARL 11 rue Venture 13001 Marseille	Alain NAUFAL	Tél : 06 65 54 84 70 alain.naufal@3iarchitectes.com

Bureau de contrôle	SOCOTEC 1140 avenue Albert Einstein, Symphonie Nord 34000 Montpellier	Alexandre AGAY	alexandre.agay@socotec.com
---------------------------	--	----------------	--

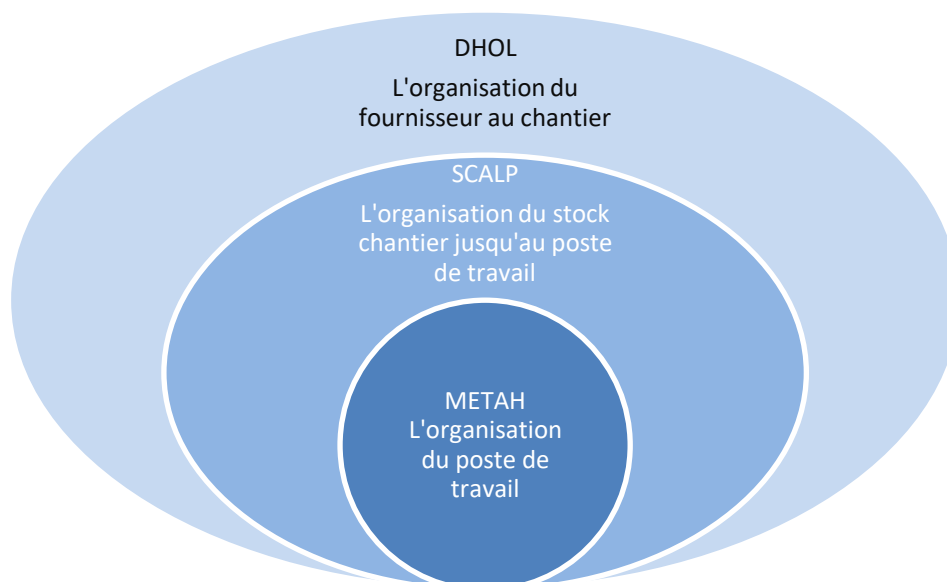
1.3.3. Organismes de Prévention

Inspection du travail	DDETS 34 615 Boulevard d'Antigone 34064 Montpellier	Section 5 de l'unité de contrôle 3 de l'Hérault	Tél : 04 67 22 87 04 ddets-uc3@herault.gouv.fr
CARSAT (service prévention)	29 Cours Gambetta 34000 Montpellier		Tél : 04 67 12 95 30 prev@carsat-lr.fr
OPPBTP	Immeuble Fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34000 Montpellier	Cent. Régional	Tél : 04 67 63 47 50 occitanie@oppbtp.fr
Coordonnateur SPS Conception	LESUEUR MEUNIER COORDINATION 17 Avenue de Saint-Just 34370 Creissan	Olivier NOGUES	Tél : 06 73 18 41 24 onogues@lmcoordination.fr
Coordonnateur SPS Réalisation	LESUEUR MEUNIER COORDINATION 17 Avenue de Saint-Just 34370 Creissan	Olivier NOGUES	Tél : 06 73 18 41 24 onogues@lmcoordination.fr

2. Mesures d'organisation générale

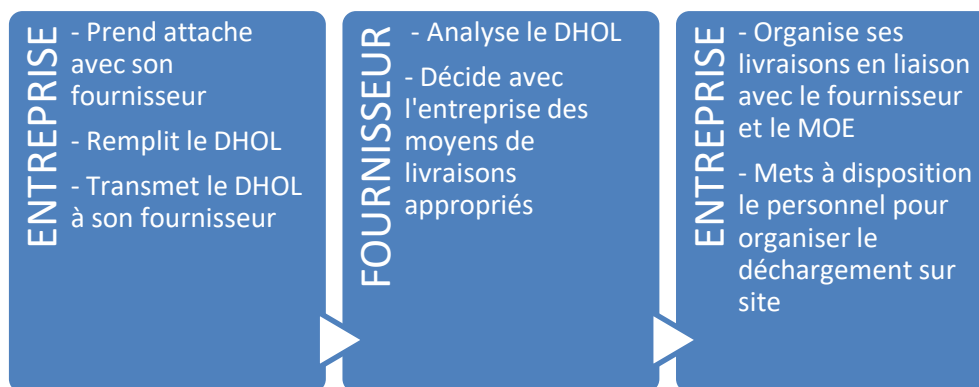
Les mesures d'organisation générale du chantier sont arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

2.1. PRESTATIONS DHOL, METAH & SCALP



DHOL : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons – [Recommandation R476](#)

Le coordonnateur SPS, à réception du Plan d'Installation de Chantier établira le **Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (DHOL)** qui servira de support aux entreprises pour leur permettre d'organiser d'un point de vue temporel et technique leurs livraisons, suivant les prescriptions de la réglementation R476 de l'INRS.



PROCESSUS DE FONCTIONNEMENT DU DHOL

SCALP : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre – [Guide SCALP / METAH](#)

• Circulation et accès :

SCALP prendra en compte les besoins concernant les circulations et les accès sur le chantier selon l'environnement, la nature des ouvrages, les travaux à réaliser, la planification des différentes interventions et des approvisionnements.

Les informations concernant les voies de circulation pour les véhicules, les engins, les piétons ainsi que les zones de stockage sont décrites sur le plan d'installation de chantier proposé en annexe.

Des règles et consignes seront établies pour évacuer régulièrement les déchets, ne pas encombrer les voies de circulation et les rendre disponibles lors des approvisionnements et distributions aux postes de travail.

Des équipements nécessaires au transport vertical des personnes avec ou sans matériaux devront être installés et utilisés de manière à garantir la sécurité lors de l'accès à l'intérieur ou lors de l'évacuation vers l'extérieur.

• Levage vertical des matériaux jusqu'aux zones de travail :

Des équipements nécessaires au transport vertical des charges seront déterminés en fonction des besoins suivants :

- conditionnement (vrac, palette, big bag, container, à l'unité...)
- encombrement et le poids de chaque colis
- déplacement des charges de la zone de préhension jusqu'au lieu de dépose (distance, hauteur, trajectoire)
- localisation des zones de réception (terrasse, recettes à matériaux, tours d'approvisionnement avec barrières écluse, plateforme de travail en encorbellement...)

Exemples de moyens de levage :

- treuil, palan, potence
- monte-charge, monte-matériaux, plateforme de transport, ascenseur de chantier ou définitif
- chariots élévateur, chariots de manutention
- grues

• Transport horizontal et la livraison des matériaux à pied d'œuvre ou au poste de travail

Les équipements nécessaires au transport horizontal des charges est prévu par SCALP en fonction des besoins suivants :

- nature et les caractéristiques techniques des colis à déplacer
- les voies et zones de circulation empruntées
- les charges admissibles
- les dimensionnements (longueur, largeur, hauteur)
- les « accidents de parcours » (passage réduit, dénivelé, courbe, pente, zone fragile, trémie...)

Selon les besoins exprimés, au stade de la phase préparation, il pourra être envisagé si nécessaire :

- de renforcer définitivement ou d'étayer la structure porteuse
- de créer des ouvertures ou passages provisoires pour les besoins du chantier
- d'imposer un type de conditionnement à prendre en compte par le fournisseur avant la livraison sur le chantier.

• Evacuation des déchets

Les moyens nécessaires à l'évacuation des déchets depuis les postes de travail sont à la charge de SCALP.

Les moyens à mettre en œuvre, arrêtés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de SCALP, sont décrits au présent PGC et aux CCTP.

METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur - [Guide SCALP / METAH](#)

• **Travail en hauteur**

Le matériel conforme à la réglementation sera prévu en fonction des tâches à réaliser, de leurs localisations, des matériaux mis en œuvre et du nombre d'intervenants.

Il est également nécessaire de prendre en compte les besoins liés à leur approvisionnement, leur mise en place, leur utilisation et leur évacuation :

- dimensionnement des accès et voies de circulation
- zone de stockage
- moyens de transport et de manutention
- emprise au sol
- résistance des appuis

Le dimensionnement et les capacités des plateformes et planchers de travail seront conformes à la réglementation en fonction :

- de la nature et de la quantité de matériel, matériaux ou déchets entreposés
- du nombre d'intervenants en simultané.

Seront également pris en compte par le lot METAH les besoins spécifiques des différents corps d'état :

- mettre en œuvre une protection spécifique pour les travaux de couverture
- positionner les différents niveaux d'intervention par rapport à l'ouvrage :
- altitude des planchers pour la pose des menuiseries par l'extérieur (à titre d'exemple, la plateforme sur mâts est adaptée au travail à niveau variable)
- garde-corps complémentaires pour protection de la périphérie des balcons ou des ouvertures en façade (baies...)
- éloignement par rapport aux façades (isolation par l'extérieur...)
- utilisation des moyens pour approvisionner les matériaux ou produits au poste de travail qui n'interfèrent pas avec les équipements METAH. Par exemple, la mise en place d'un monte matériaux, d'une potence ou d'une plateforme de transport accrochée à la structure d'un échafaudage de pied
- travailler avec un éclairage artificiel
- une protection spécifique liée aux travaux réalisés (ex. : parapluie, filet de sécurité, pare-gravois...)

A noter que la priorité sera donnée aux protections collectives définitives intégrées à l'ouvrage (pour en faciliter sa maintenance ultérieure), mises en œuvre au cours du chantier.

• **Accès aux postes de travail en hauteur**

METAH prendra notamment en compte une répartition judicieuse des équipements définitifs ou provisoires choisis et la nécessité de déplacer ces derniers pour suivre l'avancement des travaux.

La pénibilité engendrée par la fréquence et la nature des efforts déployés pour accéder aux postes de travail sera prise en compte et METAH devra favoriser si besoin le recours à des dispositifs mécanisés.

Les moyens à mettre en œuvre, arrêtés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de SCALP, sont décrits au présent PGC et aux CCTP.

2.2. Description de l'ouvrage

2.2.1 Description de l'opération

Les travaux concernent le réaménagement de locaux sur le site de l'ANSM de Vendargues.

- | | |
|--------------------------------|--------------------------------------|
| • Durée prévisible | : 12 mois en réalisation |
| • Effectif moyen journalier | : 6 personnes |
| • Effectif maximal journalier | : 8 personnes |
| • Nombre d'entreprises prévues | : 5 entreprises (y/c sous-traitants) |

La liste des entreprises, mise à jour, sera ajoutée au registre journal à mesure de leur désignation.

2.2.2 L'ouvrage

Inventaire non exhaustif des travaux prévus pour la réalisation de l'ouvrage :

- *Dépose cloisons, menuiseries intérieures, plafonds, sols*
- *Pose de cloisons, sol souple, plinthes, peinture ...*

Tâches principales Bâtiment	Exemples de risques associés	Mesures de prévention générales associées
Travaux de maçonnerie	<ul style="list-style-type: none"> - Chute de hauteur (échafaudages) - Chute de matériaux - Projection de poussières - Postures contraignantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Échafaudages vérifiés journalier - Casques + lunettes - Masques anti-poussières - Formation gestes et postures
Réseaux (plomberie, électricité, CVC)	<ul style="list-style-type: none"> - Électrocution - Inhalation poussières/fibres - Chute de plain-pied (câbles) - Espaces confinés 	<ul style="list-style-type: none"> - Consignation électrique - Aspirateurs de poussières - Chemins de câbles sécurisés - Ventilation + surveillant en espaces clos
Pose menuiseries / vitrages	<ul style="list-style-type: none"> - Chute de hauteur - Coupures / bris de verre - Manutention lourde 	<ul style="list-style-type: none"> - Travail à deux ou avec ventouses - Port de gants anti-coupure - Utilisation de nacelles
Finitions (plâtrerie, peinture, sols)	<ul style="list-style-type: none"> - Poussières fines - Solvants/COV - Travail en hauteur (escabeaux) 	<ul style="list-style-type: none"> - Masques FFP2 - Ventilation naturelle ou mécanique - Escabeaux sécurisés - Substitution produits nocifs si possible
Nuisances et site contraint	<ul style="list-style-type: none"> - Vibrations - Fissurations - Plaintes 	<ul style="list-style-type: none"> - Surveillance vibratoire - Protections acoustiques - Communication
Nettoyage / fin de chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Chutes de plain-pied - Coupures - Produits de nettoyage 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien chantier propre quotidien - Gants adaptés - Produits moins nocifs / FDS affichées

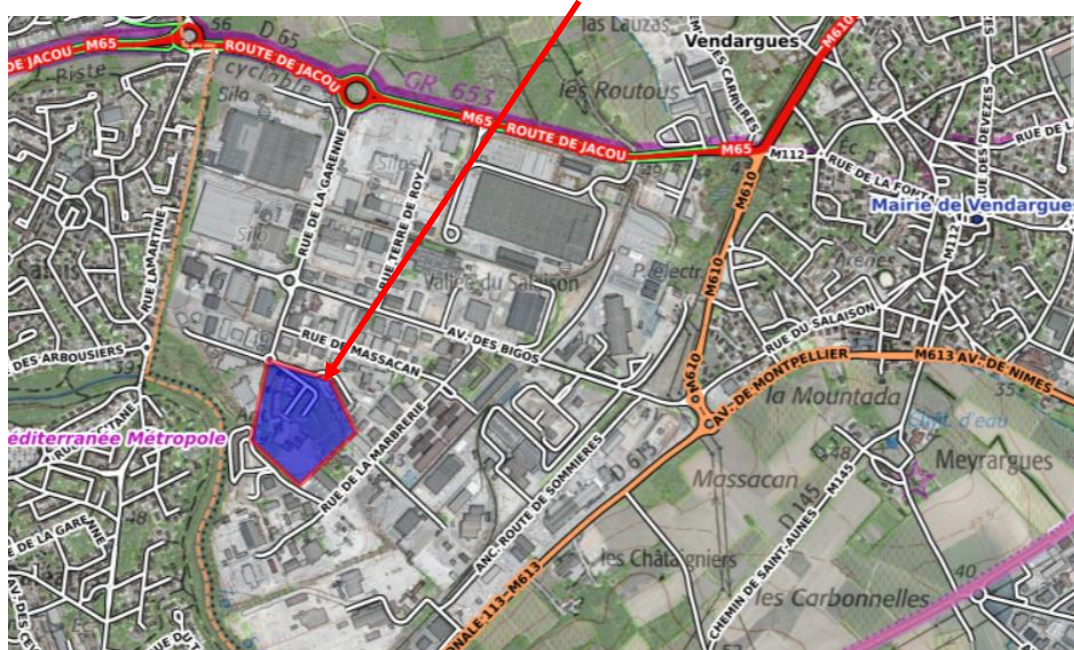
2.2.3 Les lots

LOT N° 01	DEMOLITION / SECOND OEUVRE
LOT N° 02	CVC / PLOMBERIE
LOT N° 03	ELECTRICITE CFO Cfa

2.3. Plan de situation et installation de chantier

2.3.1 Situation

Le site des travaux est situé au 205 rue de la Garenne sur la commune de Vendargues (34) : Site ANSM



2.3.2 Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera produit par le LOT 01 en phase préparation

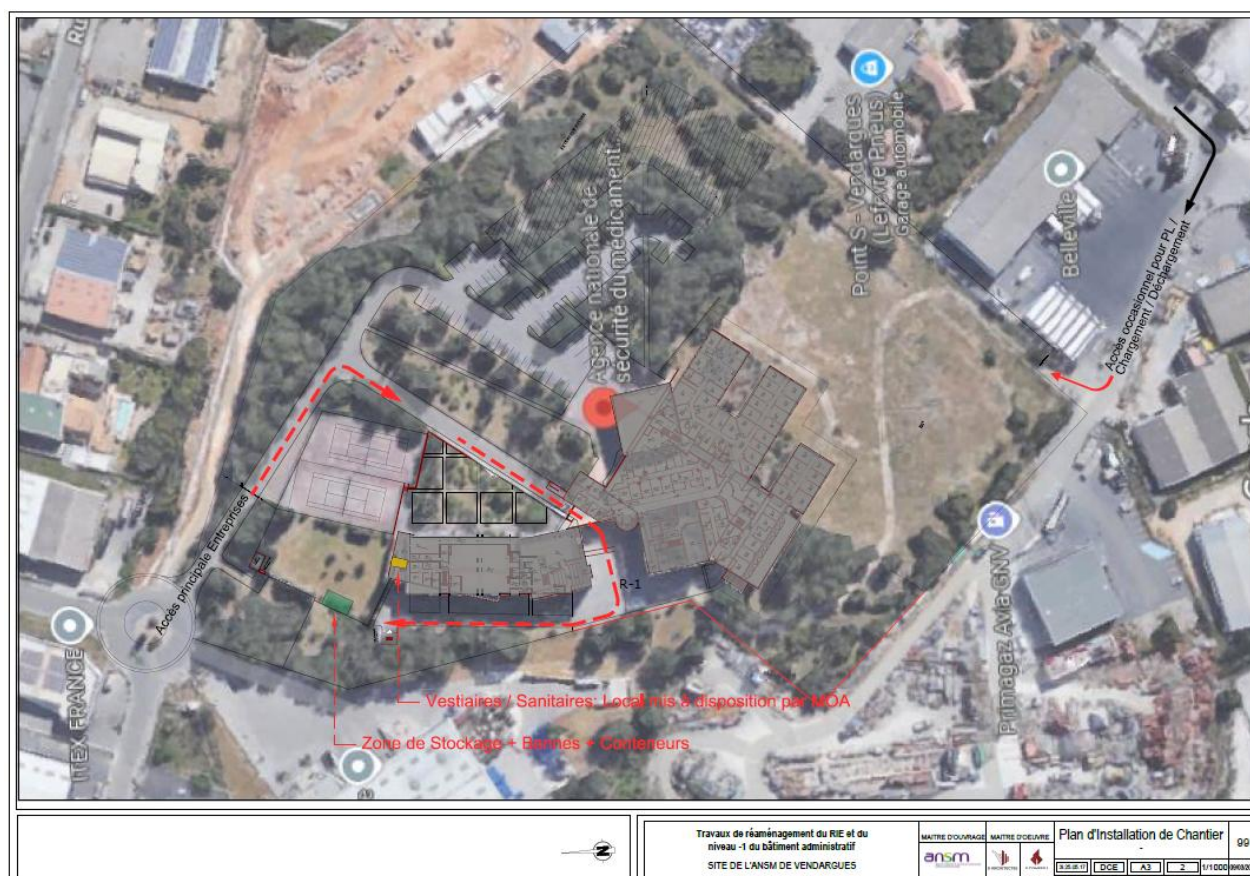


Figure 1 - PIC PROJET

2.4. Le phasage des travaux

Les travaux sont réalisés en 1 tranche Ferme en 2 phases et 2 tranches optionnelles en 2 phases. Un planning prévisionnel sera établi par le maître d'œuvre.

2.4.1 Préparation

La phase de préparation du chantier est prévue pour 30 jours.

2.4.2 Réalisation

Le phasage des travaux doit éviter au maximum les interventions simultanées de plusieurs entreprises dans une même zone d'intervention. Les travaux en superposition sont interdits.

Si, à un moment quelconque des travaux, le coordonnateur SPS constate un excès de coactivité, il examinera avec les acteurs concernés (coordonnateur OPC, maître d'œuvre, entrepreneurs) toutes mesures de réorganisation de l'ordonnancement des travaux permettant de conduire à un niveau de coactivité admissible.

2.5. Registres et affichages sur le chantier

2.5.1 Registres

Registre	Obligatoire	Tenu par	Base légale principale
Journal de coordination SPS	Oui (chantier SPS)	Coordonnateur SPS	R.4532-12
Journal de chantier	Recommandé / souvent contractuel	MOE / Entreprise	Bon usage pro
Visites et observations	Oui	Entreprise / MOA	D.4711-1
Vérifications périodiques	Oui	Entreprise	R.4323-23
Registre du personnel	Oui	Entreprise	L.1221-13
Accueil sécurité	Oui (≥10 pers. ou risques spéciaux)	Entreprise	R.4141-13
Déchets de chantier (chantier démolition, rénovation, reconstruction)	Oui	MOA / Entreprise	Loi AGECE 2020

2.5.2 Affichage

Affichage	Tenu par	Support
La déclaration préalable aux organismes de prévention	Coordonnateur SPS	Document papier, visible depuis l'espace public
Le nom et l'adresse des entreprises	Entreprise principale	Panneau de chantier, visible depuis l'espace public

Affichage	Tenu par	Support
Le numéro et la date du permis de construire, le nom ou la raison sociale du bénéficiaire, la nature des travaux, les surfaces du terrain, du plancher, la hauteur de la construction, l'adresse de la mairie où peut être consulté le dossier.	MOA	Panneau Permis de Construire, visible depuis l'espace public
Nom et adresse des organismes de prévention	Entreprise principale	Document papier dans base-vie
Consignes en cas d'accident	Entreprise principale	Document papier dans base-vie
Signalisation de sécurité	Entreprise principale	Panneaux normalisés aux accès : danger, obligation, interdiction, secours.

2.6. Liste des entreprises

La liste des entreprises y compris leurs sous-traitants doit être intégrée dès que possible dans le PGC et remise à jour au fur et à mesure.

2.7. L'organisation du chantier

Risques	Mesures – ORGANISATION DU CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Coactivité	En cas de co-activités, afin de les décaler et de les organiser, un planning sera mis en place entre les différents intervenants par l'OPC avec le coordonnateur.	Emprise chantier	<i>En phase préparation</i>	MOE/OPC	TCE
Coactivité	Un périmètre de sécurité doit être matérialisé lors d'activités proches. Auvents ou filets protégeront certains travaux interférents, à charge de l'entreprise travaillant le plus haut la mise en place des protections. Les travaux en superposition sont interdits.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	TCE
Coactivité	En cas de fabrication ou assemblage d'éléments nécessitant l'installation d'un atelier provisoire, celui-ci devra être clairement identifié, permettre le travail dans de bonnes conditions d'ergonomie et laisser libre les circulations de piétons et/ou d'engins. Ce type d'atelier devra être maintenu propre pendant toute la durée de son existence.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	TCE
Accès au chantier	<p>Un plan d'installation de chantier détaillé, indiquant moyens de levage, zones de stockage, emplacement des bennes à déchets, accès de chantier, organisation de la circulation, etc. est proposé par l'entreprise désignée et, après accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, est inclus lors d'une mise à jour de ce PGC.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser ses effectifs et ses besoins même temporaires pour les installations sanitaires.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser ses besoins en termes de stockage de matériaux et matériels : en surface, volume, hors d'eau, hors d'air.</p>	/	<i>En phase préparation pour validation</i>	LOT 01	TCE
Accès au chantier	<p>Toute entreprise doit avant son intervention avoir réalisée une inspection commune avec le coordonnateur sécurité et remis son PPSPS.</p> <p>Les entreprises doivent remettre lors de la signature du marché leur attestation de déclaration sociale ou l'avis d'imposition de la taxe professionnelle ou toute attestation justifiant de la régularité de sa situation, de même leurs sous-traitants s'il en existe à la Maîtrise d'Ouvrage.</p> <p>Qui doit établir un PPSPS ?</p> <p>L'obligation de PPSPS concerne toutes les entreprises dont les interventions techniques s'inscrivent dans le processus de réalisation ou de sécurisation des travaux. Les travaux qui « concourent à la réalisation de l'opération de construction » sont définis comme des actions techniques exécutées sur le chantier, impliquant une</p>	Emprise chantier	<i>Avant intervention</i>	TCE et sous-traitants	/

Risques	Mesures – ORGANISATION DU CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<p>intervention directe sur l'ouvrage, ses équipements, ses installations provisoires ou les moyens nécessaires à sa réalisation.</p> <p>Cela englobe :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises qui installent, maintiennent, règlent, mettent en sécurité, modifient, réalisent des essais ou des réparations d'équipements de chantier indispensables à l'exécution des travaux : grues, ascenseurs de chantier, échafaudages, protections collectives, installations provisoires d'hygiène ou de restauration, etc. <p>Les entreprises qui réalisent des essais techniques, des mises en service ou des réglages d'équipements de l'ouvrage avant réception, dès lors que ces actions techniques peuvent avoir une incidence sur la sécurité d'autres intervenants.</p>				
Accès au chantier	<p>Il est demandé aux entreprises de fournir une liste nominative du personnel travaillant sur le chantier. Cette liste est ajoutée au PPSPS.</p> <p>Tous les travailleurs sur le chantier devront être en possession de la carte professionnelle d'identification personnelle du BTP.</p>	Emprise chantier	<i>Avant intervention</i>	TCE et sous-traitants	/
Accès au chantier	<p>Les entreprises extérieures quand elles ne sont pas soumises à PPSPS, intervenant pour le compte d'une entreprise soumise à PPSPS, ou la main d'œuvre extérieure (intérimaires, prêt de main d'œuvre, ...) seront accueillies par l'entreprise utilisatrice sur le chantier, et auront un quart d'heure de sécurité avant l'intervention.</p>	Emprise chantier	<i>Avant intervention</i>	Entreprises non soumises à PPSPS	/
Accès au chantier	<p>Quand il n'y a pas de PPSPS : les mesures compensatoires</p> <p>L'absence d'obligation de PPSPS ne dispense pas les acteurs de l'opération (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS et entreprises) de leurs obligations en matière de sécurité et de leurs responsabilités. Chaque entreprise qui intervient sur le chantier doit disposer d'une information suffisante sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les risques générés par les autres intervenants. Les contraintes spécifiques du chantier et de son environnement. Les consignes de secours et d'évacuation. Les dispositifs d'hygiène et d'organisation collective. La transmission au coordonnateur SPS d'un document décrivant les modes opératoires, les moyens utilisés et les durées prévisionnelles d'intervention. Le recours au document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL), issu de la recommandation R476, pour organiser de façon sécurisée les flux de matériaux et d'équipements. <p>Les entreprises intervenants dans ce cadre devront être précisées par écrit au Coordonnateur SPS et celles-ci seront informées de se rapprocher du Coordonnateur pour décider des modalités à mettre en œuvre.</p>	Emprise chantier	<i>Avant intervention</i>	Entreprises non soumises à PPSPS	

Risques	Mesures – ORGANISATION DU CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Accès au chantier	<p>L'accès des véhicules au chantier se fera par les voiries existantes. Les autorisations d'accès et d'emprise sur voirie seront prises pour toute la durée du chantier.</p> <p>Après avoir contrôlé les contraintes de gabarits des voies de circulations, les dispositions nécessaires aux manœuvres de ces véhicules seront prises par chaque entreprise concernée.</p>	Suivant PIC	Durée du chantier	TCE	/
Accès au chantier	<p>Des clôtures de chantier sont édifiées pour clore l'emplacement du chantier. Elles peuvent évoluer suivant l'avancement des travaux. Les clôtures doivent protéger les zones de stockage éventuel de matériaux et de matériels.</p> <p>L'entretien des clôtures doit être assuré pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés aux accès et sur la périphérie bordant les voiries existantes.</p> <p>Les clos de chantier sont de type grille sur plots de hauteur 2.00m, liées entre elles par éclisse et contreventées si nécessaire sur demande de la Maîtrise d'œuvre et du coordonnateur SPS.</p> <p>Un dispositif de fermeture est installé du type cadenas à code + chaîne ou tout autre moyen adéquat. Chaque entreprise doit disposer d'une clé ou du code d'accès au chantier.</p>	Délimitation chantier	Durée du chantier	LOT 01	TCE
Intrusion	Les clôtures seront fermées tous les soirs. La fermeture est assurée par la dernière entreprise quittant le chantier. Il appartient aux entreprises présentes de se coordonner afin de ne jamais laisser le chantier ouvert le soir. Seuls les cheminements provisoires pour les riverains devront rester libre de circulation.	Emprise chantier	Durée du chantier	TCE	TCE
Intrusion	Les portes d'accès seront fermées tous les soirs. La fermeture est assurée par la dernière entreprise quittant le chantier. Il appartient aux entreprises présentes de se coordonner afin de ne jamais laisser le chantier ouvert le soir.	Emprise chantier	Durée du chantier	TCE	/
Intrusion	<p>La fermeture provisoire des accès aux bâtiments sera assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'installation de porte provisoire et/ou définitive pour l'accès chantier • La mise en place de canons provisoire de chantier sur les portes d'accès aux bâtiments 	Emprise chantier	Durée du chantier	LOT 01	TCE
Manœuvre des véhicules	<p>Les dispositions sont prises pour faciliter les manœuvres des véhicules. La marche en avant sera privilégiée.</p> <p>Ces dispositions doivent être inscrites au PIC.</p>	Emprise chantier	Durée du chantier	LOT 01	TCE

Risques	Mesures – ORGANISATION DU CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Stationnement	Une zone de stationnement sera définie sur le PIC.	Emprise chantier et voie publique	Durée du chantier	LOT 01	TCE
Stockage	Aucun stockage n'est toléré à l'extérieur de la zone d'emprise. Tous les travaux ont lieu à l'intérieur de la zone de chantier, y-compris les travaux de préparation.	Emprise chantier	Durée du chantier	TCE	/
Stockage	Un balisage des zones de stockage est mis en place et entretenu pendant toute la durée du chantier.	Emprise chantier	Durée du chantier	LOT 01	TCE
Stockage	<p>Le stockage ne se fait ni dans les circulations, ni sur les voies d'accès, accès et circulation devant être dégagés et permettre les passages des hommes, matériels et engins.</p> <p>Le stockage ne doit pas empiéter au-delà de l'emprise de chantier décidée avec les autorités compétentes, et est limité en volume et dans le temps dans la mesure du possible. Il est préférable de limiter les approvisionnements aux quantités justes nécessaires à la journée de travail.</p> <p>Les produits dangereux, solvants, produits inflammables, doivent être stockés dans un endroit particulier et indiqué spécialement. En cas de locaux fermés, ceux-ci devront être ventilés.</p> <p>Chaque entreprise est responsable de ses approvisionnements. En conséquence, elle doit prendre les mesures nécessaires pour être présente lors des livraisons de matériels et matériaux afin de prendre en charge les opérations de déchargement et de stockage dans les zones définies à cet effet.</p> <p>Les lots concernés par la manutention de charges doivent notamment définir leur mode d'approvisionnement pour les différents niveaux afin de garantir la sécurité des opérations et limiter les manutentions.</p> <p>A cet effet, le coordonnateur SPS, à réception du Plan d'Installation de Chantier établira le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (DHOL) – ANNEXE 4 qui servira de support aux entreprises pour leurs permettre d'organiser d'un point de vue temporel et technique leurs livraisons, suivant les prescriptions de la réglementation R476 de l'INRS.</p>	Emprise chantier	Durée du chantier	TCE	/

Risques	Mesures – ORGANISATION DU CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Stockage	<p>Il sera interdit d'empiler des palettes non vides. Les palettes vides pourront être empilées jusqu'à maximum 8 palettes sans dépasser 2.00m de hauteur.</p> <p>Les produits roulants devront être calés à l'aide de chevron ou dispositif adaptés.</p>	Zone de stockage	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Stockage	<p>Les bouteilles de gaz butane propane, GPL ou autre et les bouteilles de fluides frigorigènes si elles ne sont pas stables naturellement devront être stockées debout avec une plaque de répartition afin de ne pas marquer les supports et attachées correctement sur un élément structurel du bâti afin d'éviter de chuter.</p>	Zone de stockage	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Propreté	<p>Le chantier sera maintenu en état de propreté permanent. Le nettoyage des zones d'intervention doit être quotidien et à la charge de chaque entreprise, y-compris le balayage des sols.</p> <p>Chaque entreprise évacue ses déchets quotidiennement.</p> <p>Les lots concernés par le nettoyage seront à même d'indiquer les lots défaillants sur l'évacuation de leurs déchets afin d'indiquer tout dépassement de temps de nettoyage qui pourra alors être imputé au compte prorata.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Propreté	<p>Le nettoyage des circulations et des abords sera hebdomadaire.</p>	Emprise chantier et extérieur	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	TCE
Déchets	<p>Les Déchets Industriels Spéciaux seront évacués par chaque entreprise concernée et recyclé suivant les réglementations en vigueur sauf installation d'un container spécial à cet effet.</p> <p>Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.</p> <p>Chaque entreprise devra enlever ses débris après ses interventions et ce chaque soir.</p> <p>Tous les matériaux abandonnés en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des déchets, les entrepreneurs ne pourront se plaindre de leur enlèvement.</p> <p>En cas de défaillance une entreprise sera choisie pour effectuer le travail de nettoyage et évacuation des déchets au prorata des interventions des entreprises.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Risques	Mesures – ORGANISATION DU CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Horaires de travail	<p>Les entreprises doivent se plier aux jours et aux horaires de travail du chantier, 8 h à 18 h du lundi au vendredi.</p> <p>En cas de travaux en dehors de ces jours et de ces horaires, une autorisation, donnant la liste du personnel, précisant la nature des travaux, leur date et leur durée, sera demandée au maître d'œuvre et communiqué au coordonnateur SPS.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Horaires de travail	<p>En cas de travail de nuit, les entreprises respecteront le Code du Travail et les obligations de sa convention collective. Ci-après lien vers le site gouvernemental pour le travail de nuit : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2212</p> <p>Dans tous les cas, l'employeur appliquera la réglementation définie par le code du travail.</p> <p><u>TRAVAUX DE NUIT Prévention BTP</u></p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Horaires de livraison	<p>Les horaires de livraison sont les suivants :</p> <p>Matin : 8h00 – 13h00</p> <p>Après-midi : 13h00 – 18h00</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Hébergement	L'hébergement des travailleurs est interdit sur le chantier.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

3. Mesures de coordination

En relation avec les constats d'accidentologie au niveau national 2021, une attention particulière sera portée sur les risques de chute de hauteur, de chute de plain-pied et les risques liés à la manutention. *Les manutentions manuelles sont responsables de près d'un accident sur deux, suivies par les chutes de plain-pied (17 %), les chutes de hauteur (12%) et l'outillage à main (9 %). Ces quatre types de causes sont à l'origine de 94 % des accidents du travail en 2018. Du côté des maladies professionnelles (MP), Les troubles musculo-squelettiques représentent la première cause de MP (87 %). 2018 aura été principalement marquée par une explosion des pathologies liées à l'amiante (64,6 %, contre 47 % en 2017) et des cancers hors amiante (75 %, contre 29 % en 2017).*

3.1. Circulation horizontale et verticale dans le chantier

Risques	Mesures – CIRCULATION HORIZONTALE CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Circulation horizontale	Un balisage adéquat est à placer dans toutes les zones d'intervention et suivant les besoins. Les solutions de balisage devront être visibles et pérennes pour éviter les risques exportés vers des piétons. Un homme-traffic pourra réguler les flux au sol en cas d'intervention ponctuelle dangereuse pour les tiers évoluant au sol.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	TCE

3.2. Manutention et engins de levage

Risques	Mesures – MANUTENTIONS ET ENGINS DE LEVAGE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Manutention	<p>Le matériel, engin ou outillage, devra être en bon état, adapté, facile à manœuvrer et utilisé par du personnel formé et connaissant les risques. Seul un personnel qualifié, compétent et titulaire d'une autorisation conduira les engins.</p> <p>Le matériel de levage et de manutention devra satisfaire aux prescriptions n°98-1084 du 2 décembre 1998. Seuls les engins conformes au décret n°95-79 du 23 janvier 1995 seront autorisés sur le chantier.</p> <p>Tout engin, tout moyen de levage fixe ou mobile devra être entretenu et vérifié par un organisme agréé. Les rapports de vérification réglementaire devront être remis au maître d'œuvre et au coordonnateur, gardés sur le chantier et présentables aux organismes de prévention.</p> <p>Les moyens suivants seront exigés : Arrêt d'urgence en évidence, extincteurs visibles seront imposés pour groupe et engin à moteur thermique et mise à la terre pour les engins à énergie motrice B.T.,</p> <p>Les appareils de levage devront être placés de façon à ne pas nuire au chantier, sa configuration et son organisation, et le plus possible être mis en commun.</p> <p>Pour toutes les vérifications réglementaires des appareils et accessoires de levage, il sera fait référence à l'Arrêté du 1er mars 2004</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Troubles Musculo Squelettique	<p>La manutention manuelle sera évitée le plus possible et des moyens mécanisés de remplacement mis en place.</p> <p>La manutention ne devra pas se faire aux dépens de la sécurité et de la santé du personnel et des biens.</p> <p>Les poids, volumes et quantités de matériaux à stocker et à manutentionner pour les matériaux lourds et/ou encombrants seront indiqués dans le PPSPS de chaque corps d'état. En effet un mode opératoire pour la manutention répétée ou pour celle des équipements lourds ou volumineux devra être étudié et proposé.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Engins de levage	<p>L'implantation du matériel de levage devra être soumise à l'approbation du coordonnateur en cas de mutualisation.</p> <p>Les entreprises utilisatrices s'entendront au préalable sur les modalités d'utilisation.</p> <p>En cas d'utilisation d'élévateurs à bras télescopique, les périmètres de manœuvre de l'engin devront être balisés et leur approche interdite au public. En cas de besoin, une personne au sol réglera le trafic routier et piéton.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Risques	Mesures – MANUTENTIONS ET ENGINS DE LEVAGE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<p>L'utilisation des engins de terrassements est conditionnée à l'adéquation de l'engin avec toute intervention de levage : notice constructeur prévoyant cette utilisation et anneau de levage adapté.</p> <p>Les engins devront être à jour des contrôles périodiques obligatoires.</p> <p>Les règles d'élingage, de guidage, de retenue des charges devront être respectées. En cas de vent des dispositions spéciales devront être prises.</p> <p>Les sangles, élingues ou tout autre accessoire de levage devront être exempts de marque de fatigue et à jour des vérifications périodiques réglementaires.</p>				
Engins, éjection	Les conducteurs d'engins devront porter leur ceinture de sécurité en permanence.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Engins, Troubles musculo squelettique	Les engins devront être soumis à un entretien régulier pour réduire les bruits intempestifs et les vibrations inopportunes. On privilégiera l'utilisation d'engins mécanisés ergonomiques, pour limiter les manutentions manuelles et les postures contraignantes.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Engins, collision avec piétons	<p>Toutes les dispositions sont prises en matière de balisage lors des opérations et manœuvres d'engins afin d'éviter les collisions avec des véhicules tiers ou du personnel à pied.</p> <p>Les engins seront équipés de signal sonore de reculs fonctionnels, de signaux lumineux et de moyens de rétro-vision en bon état et propre.</p> <p>Un homme trafic devra accompagner les engins de manutentions motorisés depuis les zones de stockage vers la zone de chantier pour éviter les collisions avec les piétons.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Engins, collision avec piétons	Les personnels à pied seront équipés de baudrier fluorescent haute visibilité.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Engins et matériel	Le matériel devra être adapté à l'environnement du chantier et en bon état. Les matériels soumis à contrôle régulier devront être à jour et l'entreprise devra être à même de donner la preuve de la surveillance de ces matériels.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Risques	Mesures – MANUTENTIONS ET ENGINS DE LEVAGE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Renversement, effondrement de structure rapportée	Tout basculement ou renversement d'échelles, nacelles, plate-forme, échafaudages à cause du vent, de la nature du sol, du type de travail ou du matériel lui-même doit être évité. Le matériel doit être conforme aux règles de sécurité.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

3.3. Protections collectives - Protections individuelles

Les moyens de protections collectives seront privilégiés par rapport aux moyens de protections individuels.

Risques	Mesures – PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Chute de hauteur	Pour les interventions dans les locaux, on privilégiera pour les travaux en hauteur l'utilisation de Plateforme Individuelle Mobile (PIR) ou de petits échafaudages roulants . Un escabeau ou une échelle ne peuvent pas constituer un poste de travail régulier.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Protections individuelles	Tous les intervenants sur site devront être équipés à minima des protections individuelles nécessaires et adaptées à leur activité : vêtement haute visibilité, chaussures de sécurité, casque anti-bruit, casque de chantier, pantalon adapté, gants adaptés aux risques. Lors d'intervention particulières nécessitant la fourniture de protections individuelles spécifiques, celles-ci devront être fournies sans délai aux salariés concernés. Les protections individuelles sont nominatives et ne peuvent en aucun cas être partagées par plusieurs individus.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE + MOE + MOA	/
Superposition de tâches	Les travaux en superposition sont interdits sauf si des dispositifs de retenue adaptés sont mis en œuvre.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Engins, collision, éjection, bruit, exposition chimique, exposition poussières, écrasement	Le matériel sera conforme aux normes. En particulier, le maintien des dispositifs de protection des machines doit être en bon état, le respect des consignes de réglage, d'utilisation, d'entretien, de débouillage et de maintenance de chaque catégorie de matériels est suivi. - Les engins La présence, sur les engins, d'une ceinture de sécurité, de signal sonore de recul, de sièges en bon état, de structures contre la chute ou de projections d'objets, et contre le renversement, le respect des consignes d'utilisation (pente maximale) s'impose compte tenu de la gravité des dangers qu'ils représentent. Il faut séparer les hommes du matériel transporté, arrimer le matériel correctement dans les véhicules, utiliser des rampes de chargement des engins, dégager et entretenir les marchepieds d'accès aux véhicules.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Risques	Mesures – PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<p>- Huiles, carburants, gaz d'échappements</p> <p>Il faut respecter les règles de stockage et de transport du carburant pour éviter les renversements (bidons avec bec verseurs ou entonnoirs par exemple). Le filtre à air doit être entretenu sur les engins, avec un pot d'échappement en bon état, une sortie des gaz non dirigée vers le travailleur.</p> <p>- Dispositifs antibruit</p> <p>Les machines et engins doivent être conçus et fabriqués de façon que les émissions sonores soient réduites au niveau le plus bas possible en application d'une directive européenne 2003/10/CE du 6 février 2003 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques liés au bruit.</p> <p>- Entretien</p> <p>Les engins devront être soumis à un entretien régulier pour réduire les bruits intempestifs et les vibrations inopportunes.</p> <p>- Cabine</p> <p>Pour les phases de travaux exposant aux poussières (démolition, poussières de silice, de chaux, ...), on privilégiera les engins à cabines climatisées avec système de filtration adapté.</p> <p>-Engins travaillant en intérieur</p> <p>Ils seront de type électrique. Toute émission de gaz d'échappement en intérieur est strictement interdite</p>				
Démolition	<p>Les travaux sont réalisés à l'aide d'engins mécanisés à jour des contrôles périodiques et pilotées par du personnel qualifié (autorisation de conduite de l'employeur à jour et à disposition sur le chantier).</p> <p>Les travaux ne pourront démarrer qu'après avoir pris connaissance du diagnostic amiante avant travaux/démolition et du diagnostic plomb.</p>	Zone en démolition	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	/

Risques	Mesures – PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<p>Les éventuelles ouvertures ou trémies découvertes ou tranchées profondes devront être préalablement protégées pour éviter toutes chutes de hauteur après démolition dans celles-ci.</p> <p>Les gravats seront évacués au fur et à mesure et on évitera soigneusement de ne pas surcharger les planchers existants.</p> <p>Tout danger d'effondrement devra être éliminé avant la pénétration d'opérateur humain dans le bâtiment. Pour d'éventuelles opérations de curage préalable, on utilisera des moyens mécanisés et robotisés pilotables à distance.</p> <p>En fin de chantier la zone sera rendue libre de tous gravats.</p>				
Démolition	<p>Toutes les précautions seront prises pour vérifier la mise hors tension des réseaux électriques et la coupure et vidange des réseaux de fluides.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Déconnexion des réseaux et fourniture PV de consignation</i> 	Zone en démolition	<i>Avant intervention</i>	LOT 01 avec MOA	LOT 01
Travaux par point chaud, incendie	<p>Chaque entreprise dont les travaux font courir un risque d'incendie devra posséder :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un ou plusieurs extincteurs en ordre de fonctionner. Ceux-ci seront placés à proximité lors de l'exécution de ces travaux. • Un ou des écrans de protection anti-projection <p>Les bois ou matériaux à risque inflammable ou explosif devront être si possible évacués ou au moins humidifiés pour ceux ne pouvant être déplacés.</p> <p>Les travaux par points chauds seront arrêtés au minimum 3 heures avant le départ des intervenants et il sera assuré une surveillance afin de pister tout départ d'incendie. Pour une journée de travail pleine jusqu'à 17h00, on considérera que les travaux par points chauds doivent être arrêtés à 14h00 au plus tard.</p> <p>Ces travaux peuvent être tous les travaux de meulage, découpe par disquage, soudo-brasage, soudure d'étanchéité...</p> <p>Les personnels devront participer à des stages de formation de sécurité incendie (équipier 1° catégorie). La liste des personnes y assistant sera donnée au coordonnateur.</p> <p>Aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit se faire à l'intérieur des bâtiments, ni dans les locaux fermés et non ventilés.</p> <p>Permis feu exigé :</p>	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	TCE

Risques	Mesures – PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise																																																									
	<div><input checked="" type="checkbox"/> Oui, Permis Feu à faire avec l’exploitant</div> <div><input type="checkbox"/> Non</div>																																																													
Electrisation, électrocution	<table><tr><th rowspan="3">HABILITATION DU PERSONNEL</th><th colspan="4">OPÉRATIONS</th></tr><tr><th colspan="3">TRAVAUX</th><th rowspan="2">INTERVENTIONS EN BT ET TBT</th></tr><tr><th>Hors tension</th><th>Voisinage</th><th>Sous tension</th></tr><tr><td>Non électricien (exécutant ou chargé de chantier)</td><td>B0 ou H0</td><td>H0V</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Exécutant électricien</td><td>B1 ou H1</td><td>B1V ou H1V</td><td>B1T ou H1T</td><td></td></tr><tr><td>Chargé d’intervention générale</td><td></td><td></td><td></td><td>BR</td></tr><tr><td>Chargé d’intervention élémentaire</td><td></td><td></td><td></td><td>BS</td></tr><tr><td>Chargé de travaux</td><td>B2 ou H2</td><td>B2V ou H2V</td><td>B2T ou H2T</td><td></td></tr><tr><td>Chargé de consignation</td><td>BC ou HC</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Exécutant de nettoyage sous tension</td><td></td><td></td><td>B1N ou H1N</td><td></td></tr><tr><td>Chargé de travaux de nettoyage sous tension</td><td></td><td></td><td>B2N ou H2N</td><td></td></tr><tr><td>Chargé d’opérations spécifiques</td><td colspan="4">BE(*) et HE(*) - à compléter par un attribut « Essai», « Vérification », « Mesurage » ou « Manoeuvre ».</td></tr></table>	HABILITATION DU PERSONNEL	OPÉRATIONS				TRAVAUX			INTERVENTIONS EN BT ET TBT	Hors tension	Voisinage	Sous tension	Non électricien (exécutant ou chargé de chantier)	B0 ou H0	H0V			Exécutant électricien	B1 ou H1	B1V ou H1V	B1T ou H1T		Chargé d’intervention générale				BR	Chargé d’intervention élémentaire				BS	Chargé de travaux	B2 ou H2	B2V ou H2V	B2T ou H2T		Chargé de consignation	BC ou HC				Exécutant de nettoyage sous tension			B1N ou H1N		Chargé de travaux de nettoyage sous tension			B2N ou H2N		Chargé d’opérations spécifiques	BE(*) et HE(*) - à compléter par un attribut « Essai», « Vérification », « Mesurage » ou « Manoeuvre ».				Emprise du chantier	Durée du chantier	LOT 03	/
HABILITATION DU PERSONNEL	OPÉRATIONS																																																													
	TRAVAUX			INTERVENTIONS EN BT ET TBT																																																										
	Hors tension	Voisinage	Sous tension																																																											
Non électricien (exécutant ou chargé de chantier)	B0 ou H0	H0V																																																												
Exécutant électricien	B1 ou H1	B1V ou H1V	B1T ou H1T																																																											
Chargé d’intervention générale				BR																																																										
Chargé d’intervention élémentaire				BS																																																										
Chargé de travaux	B2 ou H2	B2V ou H2V	B2T ou H2T																																																											
Chargé de consignation	BC ou HC																																																													
Exécutant de nettoyage sous tension			B1N ou H1N																																																											
Chargé de travaux de nettoyage sous tension			B2N ou H2N																																																											
Chargé d’opérations spécifiques	BE(*) et HE(*) - à compléter par un attribut « Essai», « Vérification », « Mesurage » ou « Manoeuvre ».																																																													

3.4. Formation

Tout au long de l'exécution des contrats de travail, l'employeur a l'obligation d'assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail, notamment par la formation, et de veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations.

Article R4323-69 du code du travail

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17

Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article R. 4323-3.

Article R4323-55 du code du travail

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.


Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

Arrêté du 22 décembre 2015

À compter du 1^{er} janvier 2018, les employeurs devront délivrer une Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) à toute personne intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité de réseaux. Cette dernière s'obtient après un examen donnant lieu à la délivrance d'une attestation de compétences. Cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité.

3.5. Travaux en atmosphère confinée ou toxique


Des Equipements de Protection Individuelle adaptés devront être en possession du personnel des entreprises exposées aux poussières ou à des émanations toxiques. Les entreprises non génératrices de dégagement toxique ou de poussières mais travaillant à proximité ou en contact direct devront être aussi équipées si la coactivité ne peut être évitée.

Risques	Mesures – TRAVAUX ATMOSPHERE CONFINEE OU TOXIQUE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Diagnostic plomb, saturnisme	<p>Suivant la date de construction du bâtiment, un diagnostic plomb doit être réalisé.</p> <p>Conclusion du rapport</p> <p><input type="checkbox"/> PRESENCE PLOMB</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> ABSENCE PLOMB</p> <p><input type="checkbox"/> ABSENCE DE RAPPORT > A REALISER</p> <p>ACCES RAPPORT (LIEN & QR CODE)</p> <p>RAPPORT PLOMB</p> 	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	MOA	TCE

3.6. Retrait de matériaux contenant de l'amiante

Le maître d'ouvrage avant toute intervention s'assurera de la présence d'amiante par la réalisation de prélèvement et la réalisation d'un diagnostic par un organisme agréé. Il appartiendra ensuite au Maître d'Ouvrage de classer l'opération en sous-section 3 ou sous-section 4.

[Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante](#)

Risques	Mesures – AMIANTE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Bâtiment	Obligation de diagnostic amiante avant travaux et/ou démolition <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Bâtiment(s) existant(s), suivant programme de travaux	<i>Avant consultation des entreprises</i>	MOA	TCE
Conclusion rapport	Conclusion du rapport de diagnostic AVANT travaux <input type="checkbox"/> AVEC AMIANTE <input checked="" type="checkbox"/> SANS AMIANTE <input type="checkbox"/> ABSENCE DE RAPPORT > A REALISER <input type="checkbox"/> RAPPORT INCOMPLET > A COMPLETER SUIVANT RAPPORT ACCES RAPPORT (LIEN & QR CODE) RAPPORT AMIANTE 	Ouvrages existants suivant programme de travaux	<i>Avant consultation des entreprises</i>	MOA	TCE

3.7. Prévention des maladies professionnelles.

Risques	Mesures – PREVENTION MALADIES PROFESSIONNELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Déclarations	Tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles est tenu d'en faire une déclaration à la CARSAT et à l'Inspection du Travail (article L.461-4. Code de Sécurité Sociale).	Administratif	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Risques	Mesures – PREVENTION MALADIES PROFESSIONNELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Visites médicales / Accident du travail	<p>Les visites médicales, organisées par la médecine du travail, sont obligatoires. Les travailleurs victimes d'un accident du travail doivent en faire la déclaration à la CPAM, en joignant un exemplaire du certificat médical délivré par le médecin traitant.</p> <p>PROCESSUS DECLARATIF EMPLOYEUR</p>	Emprise du chantier	Durée du chantier	TCE	/
Travaux dangereux	<p>Des modes opératoires évitant les nuisances - bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, produits dangereux - doivent être choisis en priorité, ou tout au moins le matériel les supprimant ou les diminuant doit être proposé.</p> <p>Les renseignements, tels que fiche de sécurité, règles de mise en œuvre, etc., concernant les travaux spécifiques et dangereux, seront donnés au coordonnateur avant intervention.</p>	Emprise du chantier	Durée du chantier	TCE	/
Document unique d'évaluation des Risques Professionnels	<p>En application du décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001, chaque entreprise doit réaliser un document unique, actualisé une fois par an.</p> <p>Le document unique est une obligation pour toutes les entreprises. Il transcrit les résultats de l'évaluation des risques professionnels.</p> <p>Le document unique doit, selon la loi, comporter un « inventaire » des risques professionnels identifiés dans l'entreprise. On doit donc y retrouver, à minima, le résultat des 2 premières étapes de l'évaluation des risques : identifier les dangers et analyser les risques.</p> <p>Ce document doit permettre d'avoir une approche pertinente pour les salariés des risques et moyens de prévention à mettre en œuvre pour les éviter dans le cadre de leurs tâches quotidiennes.</p>	Administratif	Durée du chantier	TCE	/
Sanitaires dues aux excréments d'animaux, zoonose	<p>La présence d'excréments de provenance animale (pigeons, rats, ...) est susceptible de transporter des maladies ou des parasites pouvant être dangereuse pour l'homme.</p> <p>La liste des maladies est fixée dans l'arrêté du 16 novembre 2021</p> <p>L'entreprise réalisera une évaluation des risques et prendra les mesures adaptées.</p> <p>Le personnel sur site devant accéder aux zones polluées seront équipés de combinaisons jetables, de gants jetables, et de protections respiratoires adaptées.</p> <p>Il devra respecter plusieurs règles sanitaires (non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Se laver les mains régulièrement, ou utiliser une solution hydroalcoolique ⇒ Ne pas toucher les déjections animales ⇒ Ne pas fumer, manger ou boire sur les zones contaminées 	Emprise du chantier	Durée du chantier	TCE	/

Risques	Mesures – PREVENTION MALADIES PROFESSIONNELLES	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	⇒ Ne pas quitter le chantier avec les vêtements de travail (risque de contamination) ⇒ Prendre des douches décontaminantes lorsque celles-ci sont prescrites par l'entreprise ⇒ Traiter immédiatement les plaies éventuelles, et suivi médical si nécessaire				
Milieus souillés - Vaccination	Les opérateurs intervenants devront être à jour des vaccinations obligatoires relatives aux interventions dans des milieux confinés ou souillés : DTP, Typhoïde, Leptospirose, Hépatites A et B.	Intervenant à proximité des milieux souillés	Durée du chantier	TCE	/

3.8. Sujétions liées à la prévention

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles seront amenées dans le courant des travaux à tenir compte de sujétions d'intégration de système de sécurité à l'ouvrage aussi bien à la phase construction qu'à la phase d'intervention ultérieurs.

Ces sujétions qui doivent être comprises dans l'offre de prix de chaque entreprise, se traduisent par :

- La mise en œuvre d'éclairage à longue durée de vie de type LED
- L'accessibilité de plain-pied des équipements techniques
- L'accessibilité aisée pour le changement des filtres des systèmes de ventilation
- La fourniture des plans d'EXE et dossiers DOE

3.9. Description du site et de l'environnement

4.1.1 La nature du sol

Particularité	N° Rapport	Non connu du CSPS	Dispositions	Qui
Géotechnique Conception	SANS OBJET		Rapport géotechnique à fournir par le Maître d'ouvrage aux intervenants	Maitre d'ouvrage
Géotechnique Travaux	SANS OBJET		Les études de sols nécessaires seront également réalisées pour définir les prescriptions de terrassements en vue d'éviter les risques d'éboulements et garantir la solidité des ouvrages à réaliser.	LOT XX
Pollution des sols	SANS OBJET		Diagnostic à réaliser par le Maître d'ouvrage suivant le passif du site concerné par les travaux	Maitre d'ouvrage

4.1.2 Particularité du site

Risques	Mesures – SITE ET ENVIRONNEMENT	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Travaux par points chaud	<p>Sur décision du Maître d'ouvrage, il sera réalisé des PERMIS-FEU afin de déterminer les types et zones d'intervention ainsi que les mesures prises par les entreprises pour éviter tous risques incendie.</p> <p>Une organisation sera décidée sur la gestion du SSI pendant les phases travaux.</p>	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE avec MOA	/
Reprises en sous-œuvre, effondrement, ensevelissement	Toutes les mesures de conservation nécessaires devront être prises lors de la création des ouvertures. Le LOT concerné devra mettre en place tous les étalements, renforcement ou tout autre moyen nécessaire à reprendre les efforts horizontaux et verticaux exercés par les ouvrages.	Murs, planchers, ...	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	TCE

Risques	Mesures – SITE ET ENVIRONNEMENT	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<p>Ces confortements seront validés si besoin par des notes de calculs. Un mode opératoire d'intervention devra être préalablement validé par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p> <p>Aucun stockage de matériaux neufs ou de démolition ne devra se faire sur les planchers existants.</p>				

3.10. Hébergement

L'hébergement des travailleurs est interdit sur le chantier.

3.11. Les activités sur le site et à proximité

Activité	Mesures – ACTIVITES SUR LE SITE OU A PROXIMITE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Etablissement administratif	<p>Le bâtiment sera occupé lors des travaux. Les prescriptions liées aux clos de chantier aussi bien extérieur qu'intérieur demandé par le Maître d'œuvre ou le CSPS devront être scrupuleusement respectées.</p> <p>Zone de travaux : Les interfaces entre le chantier et les espaces extérieurs seront fermés par des clôtures solidement contreventées afin d'éviter toute projection de matériels ou matériaux sur des tiers.</p> <p>En intérieur, des séparations étanches aux poussières seront installées entre le chantier et les zones hors travaux. Suivant demande du Maître d'ouvrage, ces séparations pourront également apporter une isolation acoustique.</p> <p>Accès : Les accès usagers/personnel seront séparés des accès chantiers.</p> <p>Les parkings et voirie ne devront pas être encombrés par des stockages sauvage ou véhicules de chantier.</p> <p>Les dévoiements et signalisation à destination des piétons seront mises en place préalablement aux travaux et sera modifié autant de fois que nécessaire pour assurer la sécurité de cheminement des tiers. On veillera particulièrement à soigner l'étanchéité des barrières de guidage sur tous les linéaires.</p> <p>Accès pompiers : Une voie d'accès doit être laissé libre de tout stockage en permanence. Des clôtures avec dispositifs d'ouverture sont prévues pour le passage des véhicules et l'accès à la cour.</p> <p>Livraisons : Les livraisons devront être assurées depuis l'accès chantier défini avec l'encadrement de chantier et dans les horaires définis</p> <p>Bienséance :</p>	En séparation du site en fonctionnement	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	/

Activité	Mesures – ACTIVITES SUR LE SITE OU A PROXIMITE	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	Il ne sera pas autorisé l'usage de radio et tous les intervenants devront avoir un comportement adapté aussi bien en termes vestimentaires que langagier.				
Accès bâtiment / chute d'objets	<p>Les passages au sol pour l'accès de piétons (usagers ou personnel du site en exploitation) aux édifices devront être protégés contre les éventuelles chutes d'objets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tunnel d'accès composé d'éléments rigides + souple • Signalisation de cheminement pour les tiers 	Accès au zones ouvertes au public ou laissée en accessibilité au personnel	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	/
Coactivités	Le bâtiment étant en exploitation, des travaux d'entretien curatif ou de maintenance préventive pourront être concomitant aux présents travaux. Ces interventions extérieures seront supervisées sous Plan de Prévention par la direction du site. Les plans de prévention et les PPSPS des entreprises du marché devront tenir compte de ses possibles interactions.	Site en exploitation	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

3.12. L'environnement

Risques	Mesures - ENVIRONNEMENT	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Fortes chaleurs	<p>Les épisodes de forte chaleur sont définis par un dispositif développé par Météo-France, qui signale le niveau de danger de la chaleur.</p> <p>Les premiers signes d'un coup de chaleur sont : anomalie du comportement, vomissements, nausées, grande faiblesse, fatigue importante, soif intense, etc. Une attention particulière sera apportée aux travailleurs isolés</p> <p>Chaque entreprise devra évaluer les risques liés à ces épisodes de chaleur intense, que les travailleurs aient leurs postes en intérieur, ou en extérieur, et mettra en place les actions pour protéger son personnel (aménagement des horaires de travail, fourniture de vêtement ou d'équipement, ...)</p> <p>DECRET 2025-482</p>	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Fortes chaleurs	De l'eau fraîche afin de pouvoir se désaltérer et se rafraîchir sera fournie à raison d'au moins 3 litres par jours et par personne.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Fortes chaleurs	Les bases vie seront équipées de climatisation, et de moyen pour maintenir au frais toute la journée l'eau destinée à la boisson en quantité suffisante.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	TCE
Environnement - Règles générales	<p>En règle générale, toutes les mesures nécessaires seront prises pour limiter en permanence :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les envols de poussières ○ Les nuisances sonores ○ Les vibrations ○ Eviter tout déversement accidentel de matières ○ Entretenir les sites en assurant en permanence la bonne évacuation des eaux pluviales ○ Utiliser des procédés empêchant la pollution des sols lors de l'exécution des travaux ○ Evacuer tous les déchets et gravats quotidiennement ○ Un Kit anti-pollution sera à disposition sur site en permanence. Les travailleurs devront être formés à son utilisation. 	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Végétation – Risque incendie	La présence de végétation méditerranéenne sur le site appellera la plus grande vigilance des entreprises sur tous travaux générateurs d'étincelles ou de chaleur importante.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Risques	Mesures - ENVIRONNEMENT	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'entreprise se renseignera sur les dispositions en vigueur sur le site des travaux auprès de la préfecture concernée (voir ci-après) ○ Un débroussaillage préalable de l'emprise des travaux sera effectué. ○ Des moyens d'extinctions appropriés devront être tenus à disposition des salariés en permanence sur le site. Les salariés seront formés à leurs utilisations. ○ Les ateliers sont aménagés dans des zones présentant le minimum de risque ○ Des protections ignifugées sont positionnées pour contenir les étincelles 				

3.13. Les réseaux

Risques	Mesures – LES RESEAUX	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Réseaux	Les réseaux amenés à être modifiés dans le cadre des travaux devront être consignés de façon individuelle et sécurisée depuis les armoires de commande (Séparer / Condamner / Identifier / Vérifier / Mettre à la terre- pour l'électricité)	Emprise du chantier	<i>Avant intervention</i>	LOT 03	/
Réseau d'eau potable, pollution	La continuité d'alimentation en eau potable sera assurée. Toutes les précautions seront prises pour éviter toute pollution dans le réseau en service.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	/
Réseau d'eau usées, exposition agents pathogènes	La continuité d'évacuation des effluents sera assurée par des dévoiement réalisés dans les règles de l'art suivant besoin. Toutes les précautions seront prises pour éviter tout contact des salariés avec ces effluents. Aucun rejet de ces effluents ne pourra se faire hors du réseau existant. Des dispositifs de protections et de nettoyage seront mis à disposition des travailleurs en quantité suffisante pour toute la durée du chantier.	Emprise du chantier	<i>Durée du chantier</i>	LOT 02	/


4. Mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

Disposition	Mesures – INSTALLATION DE CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Maintien des installations durée du chantier	L'installation de chantier est définie sur le plan d'installation de chantier. L'évolution dans le temps des installations sera définie pour tenir compte des interactions avec le projet le cas échéant.	Emprise chantier	<i>En phase préparation</i>	LOT 01	TCE
Alimentation électrique générale	L'alimentation de chantier font l'objet d'un branchement particulier et d'un procès-verbal de conformité délivré par un organisme agréé COFRAC , ainsi que les vérifications, à la charge de l'entreprise gérant les installations, au début du chantier, à chaque transformation et annuellement. La gestion des abonnements est due au LOT défini. <input checked="" type="checkbox"/> Alimentation base-vie <input checked="" type="checkbox"/> Alimentation chantier	Emprise chantier	<i>Avant démarrage des travaux</i>	LOT 03	TCE
Distribution électrique	Des coffrets de distribution seront prévus dans le plan préalable d'installation de chantier. Ils seront mis hors tension en dehors des horaires de travail et protégés. Ces coffrets comprendront les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Protégé par différentiel haute sensibilité 30mA • 2 Prises minimum avec mise à la terre => Disjoncteur 16A minimum • 1 voyant de mise sous tension • 1 bouton Arrêt d'urgence « coup de poing » Les coffrets sont installés de façon à limiter les longueurs de câbles (25m maximum) et seront de type coffret sur pied. Le réseau d'alimentation est installé de façon à garantir la continuité de l'installation durant toutes les phases du chantier et indiqué alors sur le Plan d'Installation de Chantier Besoin : au minimum 1 coffret par phase et par zone – La répartition sera définie en phase préparation et portée au PIC	Emprise chantier	<i>Au démarrage des travaux</i>	LOT 03	TCE
Eclairage travaux de nuit	Eclairage de chantier : pour les travaux de nuit , un éclairage général des accès, du chantier, des circulations et particulier sur les zones de travail sera installé de façon à assurer la sécurité des ouvriers et la visibilité du chantier depuis l'extérieur.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	TCE
Eclairage circulation	Eclairage de chantier : éclairage circulation horizontale et verticale	Circulation verticale et horizontale	<i>Durée du chantier</i>	LOT 03	TCE

Disposition	Mesures – INSTALLATION DE CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Eclairage postes de travail	Eclairage de chantier : chaque entreprise assurera par ses propres moyens les éclairages au poste de travail.	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Alimentation en eau potable	<p>Les branchements provisoires en eau potable alimentent le réfectoire et les sanitaires. Les tests de potabilité éventuels seront effectués avant la mise en service.</p> <p>Les raccordements sont prévus en phase préparation.</p> <p>La gestion des abonnements est due au présent lot.</p> <p>Les eaux mises à disposition pour les besoins des travaux et les besoins sanitaires seront clairement différenciés.</p>	Emprise chantier	<i>En phase préparation</i>	LOT 02	TCE
Alimentation en eau chantier	<p>Des robinets de puisage en nombre suffisant sont installés pour le chantier et maintenu en état durant toute la durée. Il sera vérifié que les débits et la pression nécessaire permette d'assurer le fonctionnement du chantier.</p> <p>Besoin : au minimum 1 point d'alimentation en eau pour les besoins de chantier en extérieur et 1 point d'eau en intérieur</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	LOT 02	TCE
Descriptif base-vie	<p>L'installation comprend conformément à la réglementation en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un vestiaire muni de banc et d'armoire fermant à clés en nombre suffisant, avec accès à un point d'eau • Un réfectoire pouvant accueillir l'effectif défini en pointe, estimé à 8 personnes • Une salle de réunion, • Un lavabo disposant de l'eau potable et d'eau chaude, • Des sanitaires reliés sur le réseau d'eaux usées, nombre suivant effectif et réglementation • Des douches avec vestiaires propre et sale suivant code du travail pour les travaux insalubres, nombre suivant effectif et réglementation <p>En salle de réunion, des chaises et tables sont prévues en nombre suffisant. Des rangements sont prévus pour le stockage des documents de chantier.</p> <p>Un extincteur adapté au risque, contrôlé et à jour de contrôle sera à disposition du personnel dans les cantonnements.</p>	Base-vie	<i>Durée du chantier</i>	MIS A DISPOSITION PAR MOA	TCE

Disposition	Mesures – INSTALLATION DE CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
	<u>ANNEXE 1 – DESCRIPTIF ET EXEMPLE D'INSTALLATION DE CHANTIER</u>				
Nettoyage base-vie	<p>Suivant réglementation du Code du Travail :</p> <p>Les cantonnements sont nettoyés au minimum 1 fois/jour. Les sanitaires sont nettoyés au minimum 1 fois/jour. En cas de défaut avéré de propreté, il pourra être demandé des nettoyages plus fréquents. Les consommables nécessaire à l'hygiène seront fournis pendant toute la durée du chantier : savon, papier toilette, essuie main</p>	Base-vie	<i>Durée du chantier</i>	LOT 01	TCE
Nettoyage engins	<p>Aucun nettoyage quelconque d'engins ne sera toléré sur site sauf à mettre en place des installations de récupération des effluents. Aucun entretien mécanique de matériel ne sera toléré sur site sauf à mettre en place une zone étanche évitant la pollution des sols.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Nettoyage chantier	<p>Chaque entreprise devra enlever ses détritres après ses interventions et ce chaque soir. Tous les matériaux abandonnés en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des déchets, les entrepreneurs ne pourront se plaindre de leur enlèvement.</p> <p>En cas de défaillance une entreprise sera choisie pour effectuer le travail de nettoyage et évacuation des déchets au prorata des interventions des entreprises.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/
Traitement des déchets	<p>Le brûlage à l'air libre des déchets de chantier est interdit. Cette interdiction s'appuie notamment sur la Réglementation Sanitaire Départementale mais aussi sur les préconisations émises par la Fédération Française du Bâtiment sur le traitement des déchets de chantier.</p> <p>Les Déchets Industriels Spéciaux seront évacués par chaque entreprise concernée et recyclé suivant les réglementations en vigueur. Les bordereaux de suivi de déchets seront transmis à mesure au Maître d'Ouvrage.</p> <p>Le rejet des eaux chargées de produits toxiques est interdit. Les camions découverts sortant du chantier remplis de matériaux, de déchets ou de gravois devront être bâchés ou recouvert d'un filet ou d'une protection qui évite que des éléments s'envolent en cours de conduite.</p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Disposition	Mesures – INSTALLATION DE CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Nettoyage chantier	<p>Le chantier sera maintenu en état de propreté permanent. Le nettoyage des zones d'intervention doit être quotidien et à la charge de chaque entreprise, y-compris le balayage des sols. Chaque entreprise évacue ses déchets quotidiennement.</p> <p><u>Gestion des déchets FFB</u></p> <p><u>Gestion des déchets FNTF</u></p>	Emprise chantier	<i>Durée du chantier</i>	TCE	/

Disposition	Mesures – INSTALLATION DE CHANTIER	Où	Quand	Qui installe et entretient	Qui utilise
Classification déchets FFB	 <p>Élaborés par la FFB, ces pictogrammes sont téléchargeables sur le site www.dechets-chantier.ffbatiment.fr</p>	Tri des déchets	Durée du chantier	TCE	/

5. Les secours

5.1. Organisation des secours

6.2.1 Sur place

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours ou une boîte de secours. **Une boîte doit être à disposition dans les locaux du chantier.** Les entreprises doivent former leur personnel au secourisme (10% de l'effectif).

Sur le chantier un secouriste pour 20 travailleurs est nécessaire. **Les noms des SST présents sur le chantier devront être portés à la connaissance du coordonnateur, à travers le PPSPS.**

MOYENS A METTRE EN ŒUVRE toutes les entreprises :

- **Moyens organisationnels** : personnel formé aux premiers secours + accès laissé libre en permanence pour les secours
- **Moyens techniques** : trousses de premier secours à disposition dans véhicule
- **Moyens de protections individuels** : EPI adaptées aux travaux

6.2.2 En cas d'accident

Chaque équipe intervenante doit disposer d'un téléphone portable chargé et en état de fonctionnement et respecter le « PAS » : **PROTEGER – ALERTER – SECOURIR.**

6.2.3 Numéro d'urgence à contacter

Police	:	17
Pompiers	:	18
S.A.M.U.	:	15

Un numéro d'appel international, le 112 permet de joindre au niveau européen les services d'urgence. Ce numéro est automatiquement dirigé vers un centre de réception du 18 ou du 15.

6.2.4 Point de rassemblement

Un point de rassemblement sera indiqué sur le Plan d'Installation de Chantier et matérialisé sur site par un panneau au format et dessin standard.

Ce point de rassemblement devra être suffisamment éloigné des bâtiments, proche du portail d'accès, ne pas gêner les manœuvres ou accès des secours éventuels, ne pas être sous les vents dominants.

5.2. Déclaration des accidents

Tout accident de travail ou de trajet et les maladies professionnelles sont déclarés par l'employeur direct de l'employé - même s'il est mis à disposition d'une autre entreprise.

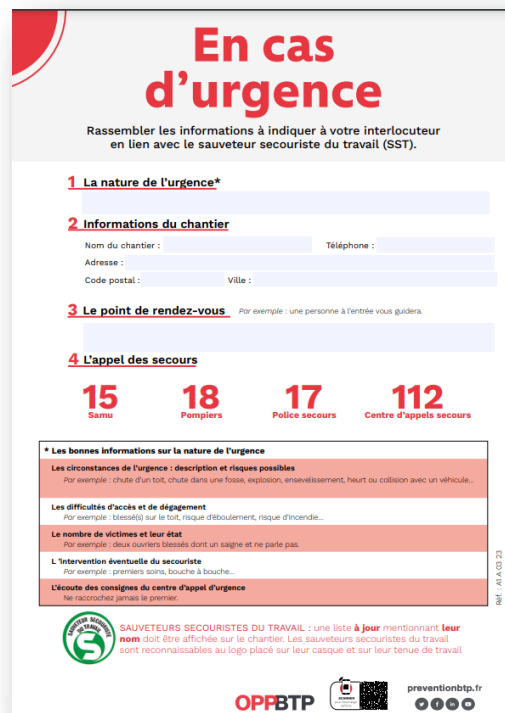
Toute personne ayant un malaise doit impérativement être prise en charge par les pompiers ou vu par un médecin avant de quitter son lieu de travail. Elle ne doit en aucun cas être autorisée à rentrer seule chez elle avant d'avoir pu bénéficier d'un diagnostic médical.

Tout blessé doit être vu par un médecin afin d'être inscrit au registre officiel.

Le coordonnateur est averti le plus tôt possible de tout accident ayant entraîné ou non un arrêt de travail. Il doit recevoir deux exemplaires de la fiche d'accident de travail et, en cas d'accident grave, le rapport d'enquête faite par l'agent de sécurité de l'entreprise.

Chaque mois un état des accidents de travail doit être donné au coordonnateur par les entreprises.

L'inspection du travail doit être avertie des accidents graves.



En cas d'urgence

Rassembler les informations à indiquer à votre interlocuteur en lien avec le sauveteur secouriste du travail (SST).

- 1 La nature de l'urgence***
- 2 Informations du chantier**
 Nom du chantier : _____ Téléphone : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
- 3 Le point de rendez-vous** Par exemple : une personne à l'entrée vous guidera.
- 4 L'appel des secours**

15 Samu	18 Pompiers	17 Police secours	112 Centre d'appels secours
-------------------	-----------------------	-----------------------------	---------------------------------------

* Les bonnes informations sur la nature de l'urgence


Les circonstances de l'urgence : description et risques possibles
 Par exemple : chute d'un toit, chute dans une fosse, explosion, ensevelissement, heurt ou collision avec un véhicule...


Les difficultés d'accès et de dégagement
 Par exemple : blocage sur le toit, risque d'effondrement, risque d'incendie...

Le nombre de victimes et leur état
 Par exemple : deux ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.

L'intervention éventuelle du secouriste
 Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

L'écoute des consignes du centre d'appel d'urgence
 Ne décrochez jamais le premier.

 **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL** : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.

OPFBTP  **preventionbtp.fr**

Ref : ANA 03 23

6. Dispositions générales applicables à tous les intervenants

Informations issues du document *Modalités pratiques de coopération*, à télécharger sur preventionbtp.fr.

6.1. Sous-traitance

Quand une entreprise veut faire exécuter une partie des travaux prévus dans le contrat par une autre entreprise, il s'agit de sous-traitance. La fausse sous-traitance consiste à mettre de la main d'œuvre à disposition d'un donneur d'ordre sans qu'elle soit encadrée, sans apport de matières premières ou de compétence très spécialisée. A moins que cette main d'œuvre soit louée par une entreprise temporaire ou à titre gracieux, cette sous-traitance est donc une fausse sous-traitance et l'entreprise ou le maître d'ouvrage qui emploie cette main d'œuvre devient responsable de ces salariés et celle qui la prête se rend coupable d'un délit de marchandage (art.215-3).

Tous les sous-traitants, qu'ils soient de 1°, de 2° ou de 3° niveau, doivent se conformer au PGC et établir, après avoir rencontré le coordonnateur pour la visite réglementaire dite d'inspection commune, leur propre PPSPS. **La visite d'inspection commune sera réalisée avant toute intervention. Le coordonnateur devra être prévenu au minimum 15 jours avant l'intervention d'un sous-traitant. Les déclarations de sous-traitance devront être faites au Maître d'Ouvrage au minimum dans ces mêmes délais.** Ces PPSPS sont établis dans un délai de trente jours et, pour les travaux de second œuvre, dès lors qu'ils ne sont pas considérés comme dangereux, de huit jours.

Le coordonnateur sera informé au plus tôt de toute intervention de sous-traitants. En cas de présence sur le chantier de sous-traitant inconnu du coordonnateur, celui-ci demande un ajournement de l'intervention afin de réaliser préalablement l'inspection commune. Un sous-traitant inconnu du coordonnateur est considéré comme inconnu du Maître d'Ouvrage.

Les artisans non-salariés, les loueurs d'engin avec conducteur, les monteurs d'appareil, les déménageurs, toute personne travaillant sur le chantier pour le maître d'ouvrage et désigné par le maître d'œuvre sont des sous-traitants.

6.2. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6.3. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants doivent se soumettre aux mêmes règles de prévention, de sécurité et de protection de la santé, que celles auxquelles sont assujetties les entreprises, suivant le décret 95-608 (L.235-18 et L.263-11).

6.4. Travail intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent se soumettre aux dispositions des articles L.124-1 à 21. Elles doivent s'assurer que le personnel est apte au travail à effectuer, qu'un certificat médical d'aptitude a été délivré, qu'il est en règle (carte de travail et de séjour pour les étrangers), qu'il a suivi une formation à la sécurité, qu'il a été informé des consignes de sécurité et d'hygiène sur le site.

Chaque personnel intérimaire intervenant sur le site devra s'être vu dispenser la formation relative au métier exercé et devra être titulaire du Certificat de Compétences au Travail en Hauteur en ce qui concerne les métiers du gros-œuvre.

6.5. Dispositions générales envers la main d'œuvre

L'entreprise est tenue d'appliquer le Code du travail et toute autre loi et réglementation.

Maître d'ouvrage et maîtres d'œuvre ont le droit d'interdire l'entrée du chantier à toute personne en contravention avec les règles de bonne conduite.

6.6. Travailleur détaché en France – [Détachement des salariés](#)

Le prestataire de service utilisant des travailleurs étrangers détachés en France devra transmettre à l'Inspection du Travail via le [télé-service SIPS](#) de la déclaration préalable de détachement comportant la désignation d'un représentant en France.

L'accusé de réception de cette déclaration préalable devra être adressé au Maître d'Ouvrage avant le démarrage des travaux.

Le travailleur détaché a droit au salaire minimum obligatoire, à des conditions d'hébergements dignes et est soumis au respect du code du travail. Le Maître d'Ouvrage est responsable du respect de ces obligations et devra faire cesser toute effraction à ces règles minimales.

6.7. Maîtrise de la langue française

Chaque entreprise dispose en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française, qui est l'interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS. Cette personne peut être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution ; il peut aussi s'agir d'un interprète.

Cette personne doit avoir autorité sur le personnel de l'entreprise et doit avoir la capacité de répondre par écrit en langue française au coordonnateur SPS dans le cadre des observations ou notifications portées dans le registre-journal.

6.8. Désignation d'un interlocuteur sécurité

Chaque entreprise informe le coordonnateur SPS de l'identité de son interlocuteur sécurité.

Cet interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS assiste à l'inspection commune avec son responsable hiérarchique ; il doit être présent en permanence sur le chantier et être en mesure de viser le registre-journal pour le compte de l'entreprise. Il peut ainsi diffuser les consignes du coordonnateur SPS aux autres personnels de l'entreprise.

6.9. Harmonisation des PPSPS

Aux fins d'harmonisation des PPSPS, chaque entreprise fournit, lors de l'inspection commune, une trame d'analyse de risques pouvant avoir une incidence sur la sécurité du personnel des autres entreprises présentes sur le chantier.

Ces ressources annoncées par l'entreprise confirmeront ou infirmeront les hypothèses retenues par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du PGCSPS en phase conception et lui permettront de le modifier en tant que de besoin.

6.10. Rôle et autorité du coordonnateur SPS

La mission du coordonnateur SPS l'amène à s'impliquer dans les risques de coactivité simultanée et/ou successive entre les entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants et dans les risques liés aux environnements dangereux.

Il est rappelé que le coordonnateur SPS n'est pas assujéti à un devoir de conseil vis-à-vis des entreprises, sous-traitants et travailleurs indépendants.

En cas de danger grave et imminent et quelle que soit la nature du risque, il peut prendre toutes mesures utiles (allant jusqu'à l'arrêt du poste de travail concerné) pour le faire cesser.

6.11. Limites de mission du coordonnateur SPS

La mission du coordonnateur SPS est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des équipements et ouvrages achevés.

La mission du coordonnateur SPS ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou parties d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux. Il appartient aux intervenants concernés de prendre les dispositions propres à assurer cette stabilité ou cette résistance, y compris en matière de résistance de sol.

Les vérifications réglementaires et l'ensemble des examens d'adéquation auxquels peuvent être assujettis certains équipements, appareils ou installations sur le chantier (appareils de levage, installations électriques, appareils sous pression, engins de chantier...) ne relèvent pas des prestations du coordonnateur SPS, tout comme la vérification des habilitations-autorisations-qualifications du personnel.

La coordination réalisée dans le cadre d'un plan de prévention pour les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure n'incombe pas au coordonnateur SPS.

Les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux, et plus particulièrement en matière de protection incendie et de protection du public, ne sont pas incluses dans la mission du coordonnateur SPS.

Le contrôle des cartes d'identification professionnelle des travailleurs du chantier n'est pas du ressort du coordonnateur SPS.

6.12. Le PPSPS

Lien vers documentation en ligne sur le parcours de l'OPPBTP en accès libre pour la rédaction des PPSPS : [Parcours je rédige mon PPSPS](#)

7.12.1 Rôle

Le PPSPS est établi en fonction :

- Des contraintes propres à l'opération
- Des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- Des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en œuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS peut évidemment être modifié ou complété par des additifs.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Toutes les entreprises devront diffuser leur PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de leurs travaux.

L'entreprise chargée du gros œuvre et/ou de travaux à risques particuliers diffusera, en plus, son PPSPS à :

- L'Inspection du Travail ;
- La CARSAT ou la MSA ;
- L'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs (ou laissera en consultation sur le chantier) un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros œuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

7.12.2 Modalité

Le PPSPS sera remis au coordonnateur avant toute intervention : un exemplaire sous format informatique.

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : pendant la période de préparation de chantier
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dans une opération de bâtiment ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil.
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant le début des travaux.

7.12.3 Prestation de service, maintenance, main d'œuvre extérieure

Les entreprises utilisant des prestataires de services, ou des entreprises de contrôles ou de maintenance (entretien / contrôle des grues, engins de chantiers, tests de pressions des canalisations, géomètres, ...) devront prendre en compte ces interventions dans leur analyse de risques, et, les renseigner et les intégrer dans leur PPSPS.

Les entreprises extérieures, ou la main d'œuvre extérieure (intérimaires, prêt de main d'œuvre, ...) seront accueillies par l'entreprise utilisatrice sur le chantier, et auront un quart d'heure de sécurité avant l'intervention.

ANNEXE 1 – INSTALLATIONS OBLIGATOIRES DE CHANTIER

Installation		Chantier d'une durée inférieure à 4 mois	Chantier d'une durée supérieure ou égale à 4 mois
Vestiaires		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : ininflammables, à double compartiment, munies de serrure ou cadenas
	Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinet d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1 ^{er} secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions

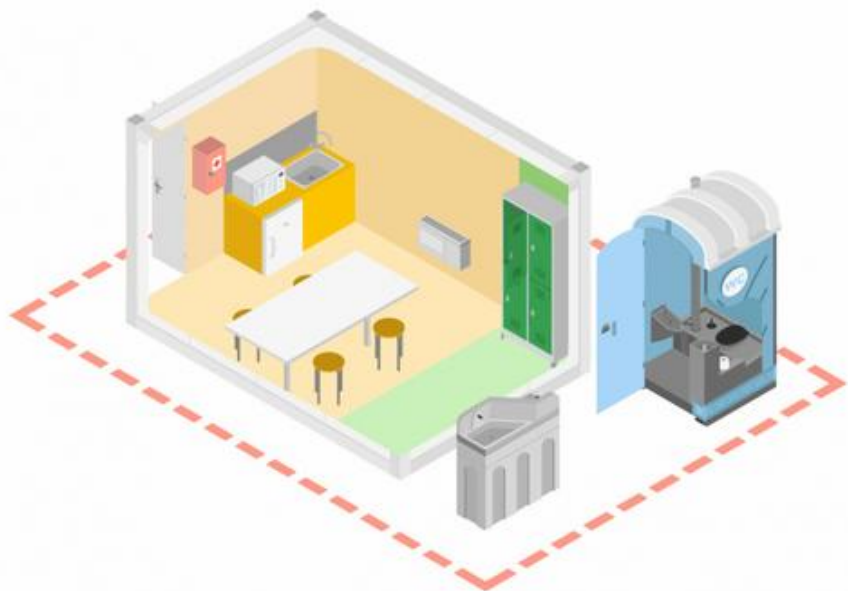
EFFECTIF	NOMBRE DE MODULES	TYPES DE MODULES
De 1 à 8 personnes	1,5 ou 2 modules	1 vestiaire/réfectoire + 1/2 ou 1 sanitaire/vestiaire
De 9 à 12 personnes	3 modules	1 vestiaire - 1 sanitaire - 1 réfectoire
De 13 à 24 personnes	5 modules	2 vestiaires - 1 sanitaire - 2 réfectoires
De 25 à 36 personnes	7 à 8 modules	3 vestiaires - 1 à 2 sanitaires - 3 réfectoires
Plus de 37 personnes	Combinaison des ensembles de type ci-dessus	Exemple avec 50 personnes, RDC : 7 modules 25 personnes R+1 : 7 modules 25 personnes

Aménagement/équipements complémentaires

BIENS/SERVICES	ÉQUIPEMENTS	CODE DU TRAVAIL - ARTICLE	ÉQUIPEMENTS ET COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS
Local vestiaires	Aération Ventilation Éclairage Chauffage en saison froide Climatisation en saison chaude	R4228-6	- Armoires-vestiaires, doubles compartiments ininflammables avec serrures ou cadenas.
Local réfectoire		R4228-22	- Eau à température réglable (eau chaude/eau froide). - Tables et sièges en nombre suffisant, avec revêtement imperméable. - Réfrigérateur, appareils de réchauffage (micro-onde), en nombre suffisant. Poubelles.
Sanitaires	Lavabo à eau potable Douche pour travaux insalubres et salissants Cabinets d'aisance	R4228-7 R4228-8 R4228-10	- Eau à température réglable (eau chaude/eau froide). - Communication des bungalows entre les vestiaires et les douches.



Aménagement d'une base vie autonome pour 8 compagnons Réfectoire/Vestiaire Douche / Sanitaire.



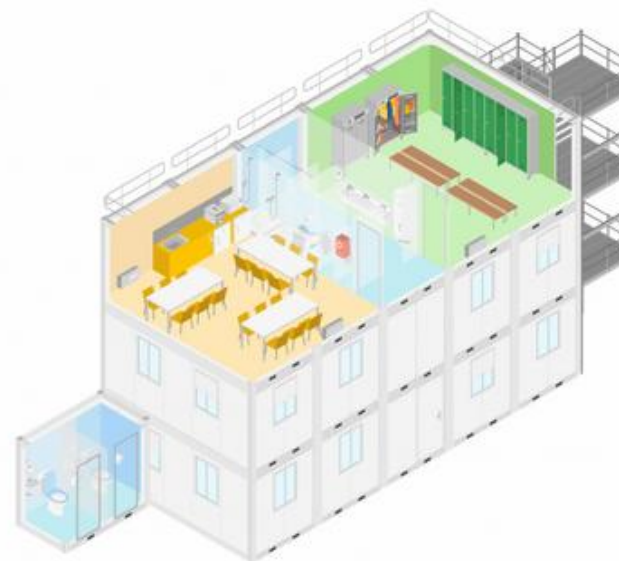
Vue intérieure d'une base vie démontable pour 4 compagnons avec réfectoire/ vestiaire et un sanitaire.



Vue intérieure d'une base vie modulaire raccordable pour moins de 8 personnes.



Vue intérieure d'une base vie modulaire raccordable pour 8 à 24 personnes à partir de modules de 6 x 2,5 m.

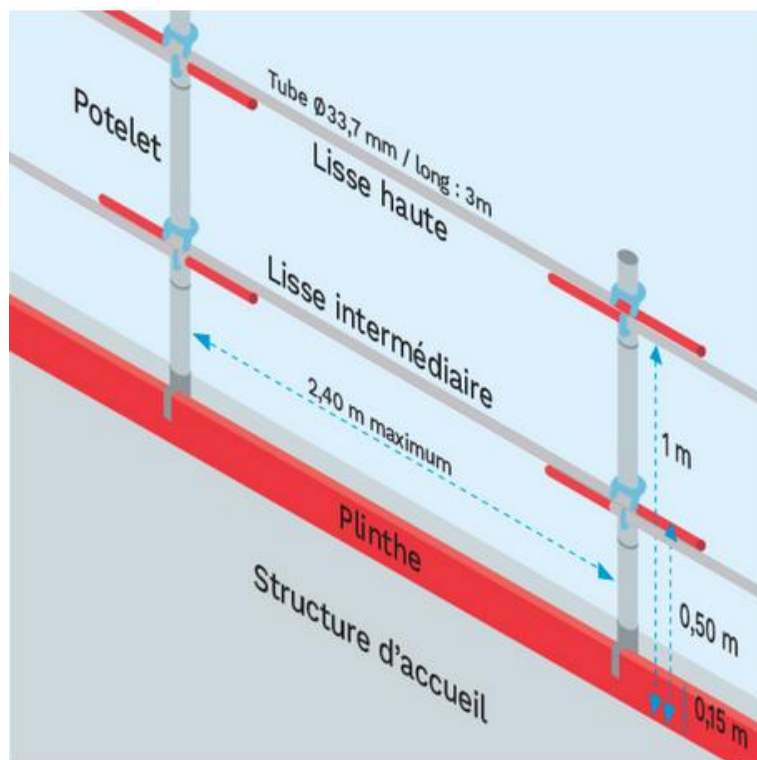


Vue intérieure d'une base vie modulaire raccordable R+2 pour 70 personnes à partir de modules de 6 x 2,5 m.

Base vie modulaire raccordable : de 8 à 24 personnes à partir de modules (6 x 2,5 m)


Cette installation est composée de cinq modules pouvant recevoir jusqu'à 24 personnes. Pour des effectifs moins conséquents allant jusqu'à 12 personnes maximum, il est possible de retirer un module de part et d'autre.

ANNEXE 2 – EXEMPLE DE PROTECTIONS COLLECTIVES



Garde-corps provisoire de chantier 1 m

ANNEXE 3 – DHOL

 LM Coordination <i>Coordination Sécurité et Protection de la Santé</i> - Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité -	Opération	Réaménagement RIE et bureaux Rdc
	N°Chrono	001
	Date	11/03/2026

INTERVENANTS	Téléphone
CSPS : Olivier NOGUES	06 73 18 41 24
ARCHITECTE / MOE : Alain NAUFAL	06 65 54 84 70

INFORMATION GENERALE			
Adresse chantier	ANSM, 635 rue de la garenne - 34740 VENDARGUES		Long : 43.652413 Lat : 3.949437
Horaires de livraison	8h00-18h00	Chantier concomitant	NON
Limitation gabarit hauteur	SANS OBJET	Gabarit maximal de véhicule	Se rapprocher de la commune
Autres éléments utiles	Résidence privée à proximité		
Les livraisons seront organisées en respectant les horaires précisés			

INFORMATION ENTREPRISE (à remplir par chaque entreprise)			
Nom réceptionnaire		Coordonnées réceptionnaire (téléphone portable)	
Nom entreprise		Sous-traitant de l'entreprise	
Nom transporteur		Nom du chauffeur	
Date et heure de livraisons demandées			
Présence d'un homme circulation	OUI / NON		
Autres renseignements utiles			
Signatures réceptionnaire + transporteur			